

Université de Paris IV – Sorbonne

U.F.R. D'HISTOIRE DE L'ART ET D'ARCHEOLOGIE

Ecole doctorale VI : Histoire de l'art et Archéologie

Centre André Chastel

Action édilitaire et artistique des conseillers du roi de France

(1270 - 1328)

Sabine BERGER

Histoire de l'art médiéval

Thèse pour l'obtention du grade de Docteur de l'Université de Paris IV – Sorbonne

Directeur de recherche : M. le Professeur Dany SANDRON

POSITION DE THESE

Composition du jury :

M. Jean-Pierre CAILLET, professeur d'histoire de l'art médiéval à l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense.

M. Etienne HAMON, professeur d'histoire de l'art médiéval à l'Université de Picardie-Jules Verne.

Mlle. Elisabeth LALOU, professeur d'histoire médiévale à l'Université de Rouen.

M. Philippe LORENTZ, professeur d'histoire de l'art du Moyen Age à l'Université Paris IV-Sorbonne.

M. Dany SANDRON, professeur d'histoire de l'art et d'archéologie du Moyen Age à l'Université Paris IV-Sorbonne.

Le 1^{er} décembre 2012

N° national [en attente]

Nos recherches doctorales ont porté sur l'action de l'entourage politique du roi de France dans le domaine artistique, notamment architectural, au tournant des XIII^e et XIV^e siècles. Cette thématique avait déjà été abordée dans le cadre d'études monographiques – fort nombreuses –, mais n'avait jamais été envisagée dans un souci de synthèse.

Dans un premier temps, il s'agissait de procéder à un recensement systématique des bâtiments et des œuvres d'art réalisés à l'initiative des conseillers royaux dans l'ancien royaume de France. Par le recours aux sources archivistiques, textuelles et iconographiques de même que par une prise en compte de tous les vestiges subsistant dans le paysage monumental français, une typologie sommaire a pu être établie. C'est à partir de cet inventaire ouvert, entamé en D.E.A., qu'a été mené le travail de confrontation de ces réalisations les unes par rapport aux autres ainsi qu'avec les entreprises et les commandes royales. Il a permis de comprendre les motivations et l'influence d'un milieu en plein essor autour de 1300, celui des grands officiers royaux, des conseillers et autres hommes de confiance qui assistaient quotidiennement le roi et l'aidaient à gouverner.

Les règnes des derniers Capétiens, Philippe le Bel (1285-1314) et ses trois fils (1314-1328), ont été retenus. Il a toutefois semblé souhaitable d'étendre l'étude en amont au règne de Philippe le Hardi (1270-1285), afin de prendre en compte les prémices d'un véritable phénomène, par ailleurs très diversifié : lancement de projets architecturaux de grande ampleur destinés à l'usage propre du conseiller et de sa famille (demeures, collégiales ou chapelles à vocation funéraire), embellissement d'édifices existants (églises paroissiales, châteaux), participation à de grands chantiers en cours (cathédrales), commandes de tombeaux, commandes d'œuvres d'art affectées à la "décoration" – ou du moins à l'aménagement – de fondations pieuses, réalisation d'hôpitaux ou de collèges, construction d'édifices "utilitaires" (granges, halles, fontaines, ponts), tous témoins du goût, de l'ambition comme de la piété de ces individus.

La réflexion s'est orientée d'emblée autour de plusieurs questions fondamentales : la définition d'une culture commune aux conseillers du roi, l'existence de rapports plus ou moins étroits avec l'action édilitaire et artistique des membres de la famille royale et de la haute noblesse, ou encore l'impact de l'action de ces hommes sur la construction et les arts dans la première moitié du XIV^e siècle.

Les études de nature historique sur le règne de Philippe le Bel, et plus largement sur la naissance de l'Etat moderne autour de 1300, sont foisonnantes : depuis l'époque moderne, les historiens ont produit des ouvrages, des articles et des notices traitant des structures de gouvernement comme des nombreuses catégories d'individus employés par le roi pour des tâches politiques, diplomatiques et administratives. Cet intérêt sans cesse renouvelé pour l'histoire du gouvernement royal contraste fortement avec la plus faible attention dont a bénéficié l'art des années 1270-1330 jusqu'à la fin du XX^e siècle.

En 1998, une exposition parisienne tenue au Grand Palais, consacrée à l'art au temps de Philippe le Bel et ses fils, révéla pour la première fois la richesse de la production artistique du début du XIV^e siècle, attirant l'attention des chercheurs comme du grand public sur la place – auparavant mésestimée – occupée par les commandes passées par les conseillers du roi (statuaire de la collégiale fondée par Enguerran de Marigny à Ecouis, reliquaire de saint Jacques offert par Geoffroy Coquatrix à la cathédrale de Compostelle, peintures héraldiques du château de Pierre Flote à Ravel, etc.). Même si l'étude des commandes royales ou princières domine encore la production scientifique relative à l'art médiéval des années 1300, tous les auteurs s'accordent aujourd'hui à reconnaître l'émergence, à cette époque, d'un groupe de serviteurs royaux très actifs, dévoués à la personne du roi et au service de l'Etat, à l'origine de commandes artistiques et d'entreprises architecturales d'une grande qualité.

Bien que dispersée, la documentation en rapport avec ces œuvres et ces édifices est très abondante et diversifiée. Des monographies en relation avec certains édifices bâtis à l'initiative des conseillers du roi, des biographies, des études généalogiques ou prosopographiques permettent de circonscrire le milieu des serviteurs des derniers Capétiens, de repérer les commandes les plus significatives et les individus à l'activité édilitaire la plus notable. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, les travaux des universitaires mais également ceux des érudits locaux livrent des données et

des éléments de réflexion de grande valeur dont nous avons pu tirer profit (soulignons notamment l'apport des publications de l'École nationale des Chartes et de la Société française d'Archéologie). Les sources, tout aussi variées, englobent notamment testaments, inventaires après décès, chroniques et livre de raison. Le Trésor des Chartes, dont les actes furent par ailleurs exploités pour la constitution du *Corpus Philippicum* (I.R.H.T.) – ensemble de fiches en relation avec le personnel employé par Philippe le Bel et ses fils –, offre les informations les plus intéressantes : fondations pieuses effectuées par les conseillers du roi, possessions immobilières, élections de sépultures, institutions de chapellenies et dons divers.

Notre méthodologie s'est progressivement formée autour de plusieurs constats : rechercher exclusivement des références bibliographiques et des éléments en rapport avec le « mécénat » de la Cour au XIV^e siècle ne paraissait pas judicieux, la notion d'« art de Cour » étant elle-même problématique ; il semblait au contraire plus fructueux, pour l'élaboration et l'enrichissement du corpus, de brasser l'ensemble de la documentation historique, artistique et archéologique en relation avec la France des décennies 1270-1330 ; seul le recours aux bases de données et aux méta-catalogues permettait en outre d'envisager une collecte exhaustive des données (identité des conseillers royaux, localisation des édifices et des œuvres, repérage des sources afférentes) ; enfin, il nous est apparu indispensable de rechercher régulièrement, dans le paysage monumental actuel comme dans les collections muséales, l'existence de vestiges et d'œuvres en relation avec des mentions textuelles. Pour un grand nombre de conseillers et d'officiers royaux, des plus fameux aux plus obscurs, des constructions, des commandes ou de simples possessions ont pu être retrouvées. Fréquemment, il en subsiste des traces matérielles : les tombes, en particulier, sont nombreuses à avoir été préservées.

Une fiche-type par conseiller royal a été constituée pour une partie des individus recensés, estimés les plus représentatifs : l'action artistique de la plupart d'entre eux reste, en effet, méconnue. Cette fiche rassemble, de façon concise, les informations majeures relatives à l'identité de l'individu, à son activité édilitaire – constructions à destination privée ou publique – et à ses commandes artistiques – œuvres immobilières comme mobilières –, suivies d'un bilan provisoire exposant le type d'action et le cadre spatio-temporel de celle-ci, les parallèles possibles avec les actions royales et princières, l'existence éventuelle d'effigies contemporaines de même que les sources majeures ayant pu être localisées.

Parallèlement au rassemblement des données, des questions ont rapidement émergé : comment définir le « conseiller du roi » ? Quelle population garder et quel type d'action édilitaire relever ? Fallait-il – ce que nous avons privilégié – ne rejeter aucun individu issu de l'entourage politique royal afin de disposer d'un très vaste corpus où puiser pour alimenter la réflexion de la manière la plus pertinente possible, au risque de retenir des individus d'importance très secondaire ? L'action des conseillers royaux présente-t-elle des spécificités ? Est-il possible d'avoir une idée, même lacunaire, de la culture de ces individus ? Quel impact cette action eut-elle enfin sur l'art du XIV^e siècle ? Ces interrogations ont été à la base de la constitution de nos axes de recherche.

Notre étude s'organise en trois temps successifs. Le premier chapitre se propose de faire le point sur la délimitation des contours du « milieu » où officiaient les conseillers royaux et sur les questions de terminologie qui y sont liées. Définir de façon satisfaisante le « conseiller royal » est très ardu et demande une prise en compte de nombreux paramètres : participation à l'exécution de la politique royale, implication dans les grandes affaires contemporaines, type de charges occupées à la Cour, présence au Conseil, qualificatifs et titres éventuellement portés par les individus.

L'essentiel du chapitre est consacré à une présentation de l'identité des conseillers royaux, de leur formation et de leur carrière, de leurs cadres de travail et des singularités de certains parcours entre la seconde moitié du XIII^e et les premières décennies du XIV^e siècle. Les hommes de confiance des derniers Capétiens, les favoris célèbres et les conseillers plus discrets mais néanmoins zélés sont évoqués ici à l'aune des multiples travaux menés sur le personnel politique royal de Philippe le Hardi à Charles le Bel, particulièrement ceux de Jean Favier ou, plus récemment, d'Olivier Canteaut.

La population au sein de laquelle le souverain était amené à sélectionner ses conseillers apparaît hétérogène, mouvante, et par là même difficile à appréhender. Une ambition commune et une même fierté d'être au service du roi sont néanmoins sensibles chez ces individus. Aux plus importants conseillers du roi – Pierre de La Broce, Enguerran de Marigny, Gilles Aycelin, Pierre Flote ou Guillaume d'Harcourt – sont aussi associées les réalisations les plus audacieuses et les plus marquantes des années 1300. D'autres individus, sur les quatre cents serviteurs du roi repérés, furent néanmoins à l'origine de commandes architecturales ou artistiques parfois surprenantes et d'une qualité manifeste.

La culture de ces hommes, abordée en fin de chapitre par le biais des questions de bibliophilie et de spiritualité, semble présenter plus de points communs que de divergences, même si des différences ont pu être constatées entre les goûts des clercs et ceux des laïcs.

Le deuxième chapitre de notre thèse consiste en une présentation typologique des commandes architecturales et artistiques de l'entourage politique des derniers Capétiens. Il nous a semblé intéressant de distinguer les commandes passées pour l'usage propre du conseiller et/ou de sa famille, des commandes effectuées dans le cadre des fonctions de celui-ci, qu'elles aient été politiques ou ecclésiastiques. En outre, clercs et laïcs, partageant certes des charges d'importance équivalente dans l'entourage du souverain, n'étaient pas toujours animés des mêmes intentions lorsqu'ils fondaient un établissement charitable ou participaient à une campagne de travaux affectant un édifice religieux.

Le chapitre traite d'abord des lieux de résidence, à Paris, en périphérie des villes comme dans les différentes provinces du royaume. Il ne semble pas avoir existé, dans la capitale, de quartiers privilégiés par ces hommes – seule la physionomie de leurs hôtels est notable et révélatrice de leur statut dans la société (hôtel d'Harcourt, hôtel d'Ostrie, manoir des Essarts). Les manoirs et châteaux construits par les conseillers royaux à travers le royaume de France, très nombreux, présentent tous une qualité indéniable : à l'instar du château de Farcheville, bâti par Hugues II de Bouville, ces résidences reflétaient l'importance sociale de leur propriétaire et des moyens financiers parfois considérables (on songe notamment au patrimoine immobilier de Gérard de Maulmont). Le souci de confort, comme celui du parâtre, imprègne la plupart de ces constructions.

Les fondations funéraires effectuées par l'entourage politique royal furent également innombrables, dominées par le type de la collégiale privée à vocation funéraire : la constitution, en particulier par les laïcs, de nécropoles individuelles ou familiales paraît d'ailleurs être un phénomène naissant sous les règnes des derniers Capétiens. Un contraste frappant a été relevé entre l'ambition des projets – et, parfois, le faste des cérémonies de consécration – et la sobriété architecturale des édifices (collégiales d'Ecouis, de Mussy ou de La Saussaye). L'accent semble avoir été seulement mis sur le tombeau et son environnement immédiat, dans le but de ménager un cadre grandiose pour sa dépouille : parure sculptée en relation avec la présence de reliques, peintures pouvant mettre en scène le conseiller royal ou les membres de son lignage, forte utilisation de l'héraldique (notamment dans la vitrerie). La quête du salut était tout aussi importante que l'image laissée à la postérité.

Cette volonté explique également la plupart des actions charitables ou menées, du moins, « pour autrui » : participation aux travaux affectant une cathédrale, entretien d'églises paroissiales, fondation d'abbayes, institution de collèges et d'hôpitaux, construction de ponts et autres actions à rapprocher d'une forme médiévale d'évergétisme. Une place particulière doit être faite à la fondation de villeneuves, caractéristique de ces décennies marquées par une extension croissante des marges, notamment méridionales, du royaume : en leur qualité de bailli ou de sénéchal, certains conseillers du roi (comme Eustache de Beaumarchès) participèrent activement à ce mouvement.

Dans le troisième et dernier chapitre, ont été examinées la signification et la portée des réalisations architecturales et artistiques des serviteurs du roi, de même que la question de la maîtrise d'ouvrage, qui n'a pu être étudiée que de manière fragmentaire en raison de la pénurie documentaire.

Les commandes passées par les conseillers des derniers Capétiens doivent être replacées dans un contexte de forte activité constructrice : si l'on se fie aux textes – un grand nombre d'édifices ayant disparu –, outre les projets majeurs des années 1300 que furent la fondation de la priorale de Poissy et le chantier d'agrandissement du palais royal de la Cité à Paris, nombre de lieux de résidence et d'établissements charitables durent être érigés ou du moins touchés par des travaux. La construction militaire, surtout, caractérisa les dernières décennies du XIII^e et le début du XIV^e siècle et l'impact des choix effectués par les maîtres d'œuvre royaux est sensible sur les constructions particulières, comme l'ont déjà remarqué, par exemple, Jean Mesqui et Lucien Bayrou : le palais archiepiscopal de Narbonne, les châteaux d'Arrabloy ou de Ravel, pour ne citer qu'eux, furent fortement marqués par les réalisations capétiennes contemporaines.

Les édifices bâtis par les conseillers royaux, mais également leurs commandes artistiques, relayaient ainsi le « style du temps », les préoccupations et les goûts de leurs contemporains mais aussi, très nettement, l'art d'impulsion royale : certaines solutions techniques (bossage, plans polygonaux), certains choix stylistiques semblent en effet issus des chantiers et des ateliers du roi. Le recours à des architectes ou à des artistes ayant travaillé pour celui-ci est envisageable, même si cette hypothèse n'est documentée avec certitude que pour un seul individu, le chancelier Guy Baudet (l'artiste, et non des moindres, étant Evrard d'Orléans).

Si l'on a semble-t-il surestimé le rôle d'Enguerran de Marigny dans les travaux du palais de la Cité, l'importance des commandes des conseillers royaux dans la définition du paysage artistique autour de 1300 est indéniable. L'ampleur du phénomène des fondations dédiées à Saint Louis, dès 1298, ne s'explique d'ailleurs que par la participation massive des serviteurs du roi au nouveau culte dynastique – on retiendra surtout les fondations de Robert de La Marche, de Guillaume d'Ercuis, de Pierre V de Chambly, d'Enguerran de Marigny et de Guillaume d'Harcourt.

Pour autant, ces constructions, ces fondations et ces commandes ne doivent pas uniquement être considérées comme des jalons d'un art « officiel », même si cet aspect semble essentiel. Les entreprises architecturales, notamment, menées par les conseillers royaux – châteaux et collégiales sépulcrales en tête – répondaient aux besoins primordiaux d'un courtisan et manifestaient avant tout la nécessité de « survivre » : maintenir sa place à la Cour mais aussi laisser à ses successeurs une certaine image de soi tout en assurant la fortune de ses descendants. Cette volonté a plus particulièrement été relevée chez les membres de la moyenne voire de la petite noblesse qui devaient leur réussite sociale au service du roi. Parmi eux, des similitudes ont été observées : méthodes d'enrichissement et de constitution du domaine (Enguerran de Marigny, Pierre de La Broce), types de fondations ou encore nature des commandes artistiques.

Si l'émulation entre ces individus est palpable, l'impact de l'action édilitaire et artistique des membres de la famille royale est plus difficile à discerner. Nous manquons surtout de sources en relation directe avec la commande, plus abondantes pour les années 1400. Quelques exceptions ont pu être mises à profit : des extraits de chroniques reproduisant des sources à présent disparues, des testaments – particulièrement celui de Guillaume d'Harcourt –, le livre de raison de Guillaume d'Ercuis, l'approbation par Evrard d'Orléans des marchés passés entre celui-ci et les exécuteurs testamentaires de Guy Baudet, et les fragments de l'enquête menée par le roi après la mort de Pierre de La Broce, donnant un aperçu de la marche d'un chantier – certes très particulier – autour de 1300.

Deux questions restent en suspens : celle du financement des projets et celle de l'identité des « mestres de l'œuvre » et autres « ymagiers » recrutés par les conseillers du roi.

Au terme de cette étude, il est possible d'admettre que les serviteurs royaux les plus actifs – les « thuriféraires de la monarchie » – réalisèrent les projets parmi les plus impressionnants du temps (Hugues II de Bouville et le château de Farcheville, Gilles Aycelin et le donjon du palais des archevêques de Narbonne) ; les plus zélés, qui payèrent pour certains de leur vie leur fort désir d'ascension sociale, laissèrent aussi à la postérité les édifices les plus audacieux, peut-être les plus emblématiques, du XIV^e siècle (Enguerran de Marigny et la collégiale d'Ecouis). Trois actions se distinguent clairement autour de 1300 : l'institution de collégiales destinées à devenir, pour la plupart d'entre elles, de nouvelles nécropoles pour le conseiller royal et sa famille, l'abondance des fondations de chapelles ou de chapellenies dédiées à Saint Louis – grand-père de Philippe le Bel et

figure de dévotion comme de propagande tout au long du siècle – et le phénomène d’implantation des bastides dans un grand quart sud-ouest du royaume de France, face à l’ennemi anglais. Mais ces tendances ne doivent pas en occulter d’autres – goût de l’écrit, recours fréquent à l’héraldique, construction de « maisons des champs ».

Ces premiers résultats sont enthousiasmants et mènent à deux constats : d’une part, l’abondance de la documentation existante – initialement non soupçonnée – ouvre la possibilité de nouvelles découvertes au sein des dépôts d’archives locaux ; d’autre part, le modèle d’analyse mis au point pourrait tout à fait être appliqué à d’autres groupes « sociaux-professionnels », en premier lieu les conseillers des premiers Valois pour lesquels des comportements culturels et artistiques très semblables ont pu être observés – pour le seul règne de Philippe de Valois et ce, malgré un contexte politique défavorable, des centaines de mentions de constructions, de fondations et de commandes existent dans les sources. Elles sont encore plus nombreuses pour les règnes de Charles V et de Charles VI, ainsi que nous l’avons remarqué durant nos recherches de D.E.A.

Si les grands monuments royaux des années 1300 ont disparu ou ont été, pour certains, très dénaturés, les réalisations des conseillers du roi viennent pallier ces pertes et donner, nous l’espérons, une image plus complète et plus juste de l’art et de l’architecture au temps des *Rois maudits*.

Résumé : L'action des conseillers du roi de France dans le domaine artistique, et notamment architectural, au tournant des XIII^e et XIV^e siècles, a été abordée dans le cadre d'études monographiques, mais n'a jamais été envisagée dans un souci de synthèse. Recenser les bâtiments et les œuvres d'art réalisés à l'initiative de ces individus dans l'ancien royaume de France, les confronter avec les entreprises et les commandes royales permet de comprendre les motivations et l'impact d'un milieu alors en plein essor, celui des grands officiers royaux et des hommes de confiance qui assistaient quotidiennement le roi et l'aidaient à gouverner. L'époque retenue couvre les règnes des derniers Capétiens, Philippe le Bel (1285-1314) et ses trois fils (1314-1328). Il a semblé souhaitable d'étendre l'étude en amont au règne de Philippe le Hardi (1270-1285), afin de prendre en compte les prémices d'un véritable phénomène, par ailleurs très diversifié : lancement de projets architecturaux de grande ampleur destinés à l'usage propre du conseiller et de sa famille, embellissement d'édifices existants, participation à de grands chantiers en cours (cathédrales), commandes de tombeaux, d'œuvres d'art destinées à orner des fondations pieuses, réalisation d'hôpitaux ou d'édifices utilitaires ; beaucoup d'exemples témoignent de l'ambition comme de la piété de ces hommes. Dans les textes mais également dans le paysage monumental français actuel, il a été possible de retrouver de nombreuses traces de cette action, dont une typologie a été établie. L'étude a pour but de répondre aux questions suivantes : les conseillers du roi partageaient-ils le même mode de vie et avaient-ils des goûts communs ? Leur action fut-elle en tout point semblable à celle des membres de la famille royale et de la haute noblesse ? Peut-on mesurer la portée de ces réalisations ?

Title : Royal councillors, art and architecture under the reigns of the last Capetians (1270-1328).

Abstract : The action of the councillors of the French king in the artistic domain, particularly architectural, at the turn of the XIIIth and XIVth centuries, aroused a large number of monographic studies, but has never been envisaged in a concern of synthesis. Listing buildings and works of art commissioned by these individuals in the realm of France, confronting them with those patronized by the king, let us understand the motivations and the influence of an environment then in full development, that of the royal officers who assisted the king and helped him to govern. The chosen period covers the reigns of the last Capetians, Philip the Fair (1285-1314) and his three sons (1314-1328). It seemed worthwhile to widen the study area to include the reign of Philip the Bold (1270-1285) in order to take into account the beginnings of the phenomenon, besides very diversified : launch of large-scale architectural projects intended for the councillor and his family, embellishment of existing buildings (like cathedrals), production of gravestones, execution of works of art made to "decorate" pious foundations, construction of hospitals or utilitarian buildings ; many examples show the ambition as the devotion of these men. In texts but also in current French architectural landscape, it has been possible to find numerous traces of this action, a typology of which has been proposed. The study aims at answering the following questions : did the king's councillors share the same lifestyle, the same tastes ? Was their action completely similar to that of the members of the royal family and the nobility ? Can we measure the reach of these creations ?

Mots-clés : architecture ; art ; commande ; conseillers royaux ; construction ; culture ; Derniers Capétiens ; officiers ; Philippe le Bel ; Philippe le Hardi ; XIII^e siècle ; XIV^e siècle ; 1270-1285 ; 1285-1314 ; 1314-1328.

Key words : architecture ; art ; patronage ; royal councillors ; building ; culture ; Last Capetians ; officers ; Philip the Fair ; Philip the Bold ; 13th century ; 14th century ; 1270-1285 ; 1285-1314 ; 1314-1328.

Discipline et spécialité doctorale : Histoire de l'art - Moyen Age.

Intitulé et adresse de l'école doctorale et du laboratoire : Université Paris IV-Sorbonne/E.D. 124, 3 rue Michelet, 75006 Paris – Centre André Chastel/U.M.R. 8150, Carré Colbert, 2 rue Vivienne, 75002 Paris.

